

Où en est le monde à l'horizon des années 2020 et qu'en est-il de la capacité de ce qu'on pourrait appeler la pensée critique à l'expliquer, à défaut de pouvoir le transformer ? Peut-on encore analyser le politique en partant des notions comme Etat, pouvoir, puissance, société, institutions ou serions-nous entrés dans de nouveaux processus de brutalisation des sociétés², entraînant dans leur sillage la destruction des repères de confiance dans le temps et dans l'espace, comme ce fut le cas durant la première moitié du 20^{ème} siècle ? Comment faire face aux peurs identitaires et sécuritaires instrumentalisées avec succès par des courants généralement définis comme « populistes » qui prennent les sociétés démocratiques en otage ? L'action citoyenne devrait-elle « faire table rase » de nos démocraties assurément atones, comme le suggère une certaine gauche radicale, ou, à l'inverse, envisager leur transformation radicale en prenant appui sur les ressorts dont elles continuent à disposer en dépit de leur crise institutionnelle et de sens ? Plus important encore, doit-t-on ignorer les différences entre les démocraties actuelles, que d'aucuns qualifieraient de « formelles », et les anti-démocraties de notre début du 21^{ème} siècle ?

Les anti-démocraties du 21^{ème} siècle

Avant d'apporter quelques éléments de réponse à ces questions, dressons, à gros traits, le tableau du monde actuel, à commencer par plusieurs espaces arabes (Syrie, Irak, Yémen, Libye...) où le Léviathan s'est transformé en Béhémoth, cherchant à assurer sa survie par la destruction de sa société. Devenu milicien lorsqu'il survit encore, l'« Etat » partage son espace de souveraineté westphalienne avec d'autres milices, fragmente, voire détruit le temps et l'espace collectif et déploie une rationalité perverse réduite à son expression militaire. En un sens, le monde arabe vit, simultanément, une guerre confessionnelle qui présente de nombreuses analogies avec la Guerre de Trente ans (1618-1648), une guerre civile à l'instar de la guerre civile européenne de 1870-1945, et une guerre hégémonique qui a des relents de la guerre froide³. D'apparence plus institutionnalisée mais marquée par une coercition massive, le cas turc confirme l'association qu'Herman Broch établit entre le kitch du pouvoir et sa névrose⁴. Il témoigne aussi de la volonté de fusionner le « chef » (*reis*) et sa « nation » pour leur permettre de prendre la revanche de la « turcité », maîtresse jadis d'une « mère patrie de 18 millions de km² », sur l'histoire, il voue un culte exclusif à la puissance, prône un nationalisme nécrophile selon lequel « la terre ne devient patrie et le tissu drapeau, qu'à condition d'être arrosés du sang des martyrs ». En constantes fuites en avant dans ses politiques intérieures et extérieures, le pouvoir de Recep Tayyip Erdogan anéantit désormais la

¹ Ce texte est la version restituée de la conférence introductive en plénière (« Etat de violence, état de guerre » présentée au colloque : Desexil : l'émancipation en acte », Genève, Université de Genève, 03.06.2017) dont il garde le style oral.

² Cf. George Mosse, *La brutalisation des sociétés européennes. De la Grande guerre au totalitarisme*, Paris, Hachette, 2000.

³ Cf. notre *Révolution et état de violence, Moyen-Orient 2011-2015*, Paris, CNRS Editions, 2015.

⁴ Hermann Broch, *A propos du kitsch*, Paris, Alia, 2016, p. 34.

rationalité même dont il a besoin pour assurer sa propre survie⁵. Inscrit dans un temps éternel entrecoupé d'élections plébiscitaires, qui fait suite à celui de la glaciation soviétique, le « poutinisme » a l'allure d'un « pouvoir gothique »⁶. Dans la Russie des années 2000-2010 où l'Eglise et l'Empire ne font plus qu'un pour procéder à la restauration de l'« Ancien »⁷, le temps futur est également pensé comme celui de la revanche sur l'histoire (« le siège de Moscou » de 1612 n'est toujours pas levé, rappelle Poutine) et sur les élites russes occidentalisées dont la « trahison » aurait provoqué la double chute de l'Empire, d'abord en 1917, puis en 1990. Plus au sud, le pouvoir iranien qui dilapide ses ressources économiques pour mieux asservir sa population et se réaliser comme puissance milicienne dans le monde arabe⁸, estime que le temps est propice pour prendre la revanche de la Qadisiyya (Cadésie), défaite persane de 636 contre les armées arabes.

Dans ces trois pays où l'économie est ruinée, l'anti-démocratie prône une vision « chiliastique » du monde, remplace le principe de réalité par celui de volonté, vénère Kairos, Dieu de fortune et d'opportunité, pour défaire ce que Chronos avait fini par sauver des ruines du passé et institutionnaliser⁹ et, *in fine*, se survit par ses aventures militaires à l'extérieur et ses politiques erratiques à l'intérieur. Les trois sociétés sont certes « modernes », à savoir se caractérisent par des processus d'individuation qui accompagnent leur « transition démographique ». Ni l'erdoganisme, ni le poutinisme, ni le régime des mollahs n'ont la capacité d'embrigader leurs sujets pour fabriquer des « corps organiques » au service de la grandeur de la nation, comme ils le souhaitent. Les citoyens de ces pays répondent certes périodiquement à l'appel du « chef » et/ou du « guide » pour participer à une manifestation aussi monstre que belligère, mais sans accepter de risquer leur vie pour la nation qu'ils sont supposés incarner. Cette difficulté est surmontée par la paramilitarisation de l'Etat et par la constitution des forces de coercition soit fonctionnalisées, soit supplétives comme les Cosaques ou les Tchétchènes de Qadirov, les milices chiites afghanes ou pakistanaises au service de Téhéran, ou les djihadistes syriens qu'Ankara a organisés en Armée syrienne libre (qui n'a aucun rapport avec la branche armée de l'opposition fondée en 2011 portant ce même nom). Il n'est pas étonnant que ces trois pouvoirs qui, par ailleurs, s'entre-déchirent et partagent une lourde responsabilité dans la tragédie syrienne en soutenant soit le régime aux abois de Bachar al-Assad, soit les djihadistes de toutes affiliations, s'entendent à merveille quand il s'agit de combattre la démocratie ou étouffer toute contestation kurde en Syrie. Si elles se présentent comme des forces de résistance d'une Eurasie ou d'un Orient « opprimé/e » par l'Occident, leurs projets ne diffèrent guère de celui de l'impérialisme nippon d'entre les deux guerres mondiales qui, au nom de la dignité restaurée de l'Asie, martyrisait les populations chinoise et coréenne.

Admettons d'emblée que la pensée critique est désarmée face à l'émergence des nouveaux modèles d'anti-démocraties dans ces pays, ainsi que dans certains d'autres, comme

⁵ Cf. Ahmet Insel, *La nouvelle Turquie d'Erdogan, du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, Paris, La Découverte, 2017 & Guillaume Perrier, *Dans la tête de Recep Tayyip Erdogan*, Arles, Solin-Actes-Sud, 2017.

⁶ Dina Khapaeva, *Nightmares: From Literary Experiments to Cultural Project*, Leiden, Brill, 2012 & *Portrait critique de la Russie*, La Tour d'Aigues, 2012.

⁷ Michel Eltchaninoff, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Arles, Solin-Actes-Sud, 2015.

⁸ ehrdad Vahabi, « Ordres contradictoires et coordination destructive : le malaise iranien », *Revue canadienne d'études du développement*, v°. 30, n° 3-4, 2010, p. 503-534.

⁹ Cf. Karl Mannheim, *Idéologie et utopie*, Paris, Marcel Rivière, 1956, p. 167.

en Chine de Xi Jinping ou au Venezuela de Nicolas Maduro. Indispensable, le savoir disponible pour comprendre leur émergence et leurs trajectoires se révèle être frustrant, tant il « fait apparaître cela même dont il faut se délivrer ou contre quoi il faut lutter »¹⁰. A moins de tomber dans un parfait cynisme, se contenter d'une raillerie perverse ou s'enfermer dans de nouvelles jérémiades, comment parler, en effet, du 1001^{ème} attentat-suicide organisé en Irak entre 2003 et 2010, d'une nouvelle cérémonie nécrophile où le président Erdogan annonce aux enfants que le drapeau national qui couvrira leur cercueil après leur sacrifice suprême pour la nation est déjà prêt, où d'une énième apparition de Poutine, assurément mal à l'aise dans son costume, à travers les portes blindées du Kremlin gardées par deux gardes ? Mal équipées pour penser la disruption, la pensée critique ne peut analyser que ce que la cité parvient à comprendre, prévenir, maîtriser ou réguler. Certes, elle prend acte des conséquences que les ruptures violentes ou les pouvoirs grotesques produisent dans l'histoire, mais elle ne peut s'appuyer que sur les « faits sociaux » s'inscrivant dans des processus plus ou moins longs, et non sur l'éphémère qui produit de la violence, anéantit les repères, radicalise les subjectivités, pose la revanche comme but ultime d'une collectivité, mais ne débouche sur aucune construction, si ce n'est de type millénariste vouée à l'échec.

1920-2020 : quelles comparaisons ?

Il est courant dans des cercles citoyens d'insister sur les similitudes entre la montée des droites radicales dans les années 1920 et celle anti-démocraties de nos jours. Une telle comparaison est bien entendu légitime, mais elle peut se faire aussi en creux, autrement dit, avoir pour visée non pas de mettre en exergue les ressemblances entre les deux périodes, mais d'en comprendre les différences. Les anti-démocraties du 20^{ème} siècle étaient issues de la Première Guerre mondiale et du double suicide de la cité bourgeoise et de sa seule alternative possible, le socialisme démocratique qui avait fait le choix de la guerre, et non pas de la paix en Europe¹¹. Elles ambitionnaient de poursuivre le conflit mondial sous la forme d'une guerre interne contre la société policée, comme condition d'une future revanche nationale. Elles exerçaient sur une partie de leurs citoyens un effet d'enchantement réduisant à néant leurs facultés cognitives, que la littérature (Thomas Mann, Leo Perutz, Mikhaïl Boulgakov...) de l'époque a remarquablement bien saisi. Elles s'imposaient, aussi bien dans leurs discours que dans leurs pratiques, comme l'incarnation du « mal radical »¹², à savoir sans origine métaphysique et sans lien dialectique avec le bien, que Karl Kraus comparait à la *Troisième nuit de Walpurgis*¹³. Bien entendu, les expériences de ces décennies ne manquaient pas de rationalité technique, mais en soumettant la cité au service d'une raison millénariste, elles la condamnaient à la « folie »¹⁴. Très tôt, les penseurs de l'époque avaient compris le rôle que les mythes jouaient dans la fabrique de ces pouvoirs, en se référant à la science pour mieux la

¹⁰ Léon Chestov, *La nuit de Gethsémani. Essai sur la philosophie de Pascal*, Paris, Editions de l'Eclat, 2012, p. 99.

¹¹ François Furet, *Penser le XX^e Siècle*, Paris, Robert Lafont, 2007, p. 570, 602 & 708, notamment.

¹² Cf. Emmanuel Kant, *Œuvres philosophiques*, v^oIII, *Les derniers écrits*, Paris, NRF, 1986,, p. 48 & 51. Cf. sur ce sujet, Myriam Revault-d'Allonnes, « Kant et l'idée du mal radical », *Lignes*, n°22, 1994, p. 161-187.

¹³ Karl Kraus, *Troisième nuit de Walpurgis*, Paris, Agone, 2005.

¹⁴ Cf. Cicéron, « sans la raison, nous ne sommes que folie », Paris, Allia, 2016.

vider de son contenu critique¹⁵ et les « non-contemporanéités » détruisant le temps présent¹⁶. Les nouvelles « élites négatives » déployaient une coercition massive en tant qu'Etat contre la société et une violence de type « révolutionnaire » contre l'ordre institué¹⁷.

La crise des démocraties

Le contexte de notre 21^{ème} siècle, encore jeune mais s'apprêtant tout de même à entrer dans sa troisième décennie est naturellement très différent de celui des années 1920-1940. On peut cependant observer une ressemblance en partant des malaises des démocraties des deux périodes : les anti-démocraties, qui parviennent à utiliser remarquablement bien leur puissance de nuisance, fascinent et s'avèrent capables de déstabiliser les démocraties, autant dans leur fonctionnement que dans la confiance qu'elles ont en elles-mêmes. Leurs discours anti-individualistes insistant sur la discipline, l'autorité, le devoir à l'égard de la famille, de Dieu, de la nation et de la patrie, parlent aux opinions publiques démocratiques, qui manquent souvent d'éléments de cohésion collective, qui craignent les incertitudes du présent et n'ont pas de confiance dans l'avenir. En contraste avec les modèles du siècle passé, les anti-démocraties contemporaines sont aussi capables de se doter d'une apparence démocratique, tout en exportant leurs propres techniques de gouvernement vers les démocraties. Ainsi, alors que l'Iran, la Russie et la Turquie se dotent des institutions démocratiques formelles (assemblée représentative, cour constitutionnelle, cour des comptes...) sans nullement se soumettre à la légalité qu'elles supposent, les décideurs des sociétés démocratiques font de plus en plus fi de leur propres organes de contrôle et d'équilibre pour accroître leur autonomie décisionnelle¹⁸. Les anti-démocraties défient aussi, avec un succès indéniable, les démocraties comme modèles de souveraineté narcissique et agressive, ouvertement anti-universaliste. L'exemple des Etats-Unis dont le PIB s'élève à 19.377 milliards de dollars (en hausse de 4% en 2017) et le budget militaire à près de 600 milliards, à savoir près de la moitié du PIB russe (1.283 milliards de dollars en 2016) est à ce titre exemplaire. Malgré cette supériorité écrasante qu'aucune puissance actuelle n'est en mesure de défier, Washington s'estime menacé ou lésé par ses concurrents et se replie sur le projet de la grandeur américaine au détriment du reste de l'humanité. En Europe, également, le Brexit et les multiples courants souverainistes visent à « nationaliser » leurs démocraties au nom du peuple souverain, mais ce faisant, ils menacent la démocratie comme mode conflictuel de gestion de la cité par-delà les frontières.

Certes, les discours identitaires, nationalistes et/ou populistes, qu'on observe en Europe depuis de longues décennies, n'ont plus la dimension maurassienne, voire social-darwiniste, qui caractérisait leurs prédécesseurs d'il y a un siècle. De même, en dehors de plusieurs pays de l'ex-bloc socialiste, la séparation des pouvoirs est respectée dans la plupart des démocraties

¹⁵ Ernst Cassirer, *Langage et mythe. A propos des noms de dieux*, Paris, Editions du Minuit, 1977 & *Le mythe de l'Etat*, Paris, Gallimard, 1993.

¹⁶ Ernst Bloch, *Héritage de ce temps*, Paris, Klincksieck, 2017.

¹⁷ Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand, Souvenirs 1914-1933*, Arles, Actes-Sud, 2002. L'expression « élite négative » est du journaliste allemand et ancien prisonnier du régime nazi Eugen Kogan cité in Raul Hilberg, *Exécuteurs, victimes, témoins. La catastrophe juive, 1933-1945*, Paris, Gallimard, 2004, p. 78.

¹⁸ Cf. notamment, Vincent Geisser, Gilles Massardier (dir.) *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^{ème} siècle : convergences Nord-Sud. Mélanges offerts à Michel Camau*, Paris, La Découverte, 2008.

européennes et la justice continue à fonctionner comme un contre-pouvoir effectif. Mais privée de la capacité de se réinventer par des luttes citoyennes, l'exercice démocratique se replie soit sur la seule institutionnalité démocratique, notamment dans le domaine juridique, soit se contente d'autoriser des mobilisations sectorielle non-articulées entre elles, soit, enfin, se livre à son autocélébration à la faveur des élections qui assurent une représentation, mais n'ont plus rien de participatif ou d'intégrateur¹⁹. La ritualisation de la démocratie la prive aussi des outils de prédiction et de gestion dont elle a besoin pour assurer sa cohésion et gagner en force de conviction. L'effondrement économique de 2008 dont les signes précurseurs étaient nettement visibles dès le début de la décennie, la destruction des sociétés irakienne, syrienne, libyenne ou yéménite avec un impact direct sur les sociétés européennes, la montée des courants dits populistes et la naissance d'une internationale des partis de droite radicale sous la houlette du poutinisme, ou encore l'élection de Trump et le Brexit constituent autant d'exemples montrant combien les démocraties se trouvent piégées par leur propre inertie, leur renoncement à l'action et au courage. La conversion de la gauche -libérale aux Etats-Unis, social-démocrate en Europe -, au néo-libéralisme dans les années 1980-1990, érige le fatalisme comme horizon des sociétés démocratiques et leur interdit toute transformation radicale, si ce n'est dans les domaines définis comme sociétaux, et tout programme politique autre que celui consistant à contenir les effets de leurs propres aveuglements²⁰.

Faire fi de la « démocratie formelle » ?

Comment renforcer les démocraties alors que la théorie politique enseigne qu'elles sont, par essence, incapables de se radicaliser ou de se définir sur une base sacrificielle, comme le font les anti-démocraties ? Comment leur permettre de contrer les défis que ces dernières leur lancent sans tomber dans le militarisme ou prendre le risque de se « barbariser » dans les territoires qu'elles seraient tentées de percevoir comme « barbares »²¹ ? Comment faire coexister leur faiblesse, leurs doutes, leurs incertitudes, sans lesquels elles ne seraient plus des *sociétés*, avec la nécessité de leur *empowerment*, sans laquelle elles cesseraient d'être des *entités* ? La réponse qu'on apportera à ces questions n'est pas originale, mais elle requiert néanmoins la mobilisation d'un imaginaire politique: les démocraties ne peuvent exister comme entités *et* comme sociétés qu'à condition de renforcer le double principe, du consensus et du dissensus, qui les fonde et assure leur durabilité et leur dynamisme dans le temps et dans l'espace. Il s'agit là également de la condition de l'existence de la cité démocratique à la fois comme espace territorialisé et comme principe universel, à savoir comme le seul modèle à même de surmonter la dialectique de la liberté et de la nécessité sur laquelle insiste Hannah Arendt²².

Comment penser un tel « régime » au-delà des procédures électorales et de la seule pérennité des institutions démocratiques qui, pour le moment, ne sont pas compromises, mais qui ne suffisent assurément pas à revitaliser les démocraties ? Comme le suggèrent l'historien

¹⁹ Cf. Dominique Rousseau, *Radicaliser la démocratie ? Proposition pour une refondation*, Paris, Seuil, 2015.

²⁰ Cf. Wolfgang Streeck, *Du temps acheté. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, Paris, Gallimard, 2014.

²¹ Cf. Pierre Hassner, *La revanche des passions. Métamorphoses de la violence et crises du politique*, Paris, Fayard, 2015.

²² Hannah Arendt, *Essai sur la révolution*, Paris, Gallimard, 1967, p. 43.

Pierre Rosanvallon²³ et le constitutionnaliste Dominique Rousseau (cf. *supra*), la réponse à cette question ne peut se trouver que dans des luttes citoyennes, les seules à mêmes d'engendrer un nouveau souffle démocratique. La fragmentation ou le repli de ces luttes sur le « sociétal » et l'« écologique », qui ne structurent presque plus les conflits politiques, s'avèrent fatales pour la vitalité des démocraties. Elles apportent aussi la clef de l'énigme qui interroge nombre de citoyens : comment expliquer la fin de la gauche, ou plus grave encore, peut-on encore évoquer les concepts de droite et de gauche pour penser le système politique au-delà des dénominations partisans de façade ?

En réalité, la disparition de la gauche sur l'échiquier politique, que les mouvements d'indignation du début des années 2010 n'ont pas su revigorer, s'explique par les transformations que nombre de sociétés démocratiques ont connues au cours des dernières décennies. L'absence d'analyses fines de ces sociétés en termes de classe, qui prendraient en compte à la fois des données quantitatives et celles relevant des subjectivités, est un obstacle à la problématisation des démocraties du 21^{ème} siècle. On peut cependant faire le pari que les sociétés démocratiques de nos jours sont, *ou* se considèrent, y compris s'agissant de leurs segments pourtant précarisés, comme des sociétés de classes moyennes. Cette auto-identification entraîne deux effets contradictoires : les démocraties protègent la plupart de leurs citoyens (mais au détriment des non-citoyens et ceux qui sont économiquement les plus démunis), et n'interdisent plus la défense des femmes ou de diverses orientations sexuelles, défense qui, au demeurant, leur sert aussi de marque de distinction par rapport aux anti-démocraties, massivement misogynes et homophobes. Il convient à ce titre de rappeler qu'en Allemagne et en Grande-Bretagne les lois autorisant le « mariage pour tous » ont été proposées par des pouvoirs conservateurs ou adoptées avec leur complicité. De l'autre côté cependant, les sociétés de classes moyennes cultivent le conformisme, le quant-à-soi, le conservatisme politique, qui ont pour effet de ne pas contester l'ordre dans ses données structurantes. Tout semble confirmer la prédiction de Tocqueville selon laquelle l'Amérique, société des individus et non pas des luttes et des solidarités de classes, représente la vieillesse, et non l'enfance, de l'Europe²⁴.

Une telle évolution signifierait-elle l'entrée de ces sociétés dans une ère post-politique, sans conflits structurants la société ?

A plus d'un égard une telle hypothèse serait terrifiante. Comment ne pas penser ici à l'œuvre de Thucydide et d'Ibn Khaldûn, dans laquelle ils n'établissent pas une opposition entre la civilisation et la barbarie, état rustique et noble de l'humanité qui porte en elle la promesse de régénérescence civilisationnelle comme principe, mais entre la civilisation et la dé-civilisation qui détruit la cité jusqu'à lui enlever la mémoire d'avoir été jadis instituée, aux manières d'être douces et aux repères de confiance dans son temps et dans son espace²⁵ ? Fort heureusement les démocraties n'en sont pas là et disposent encore de bien des ressources nécessaires à leur survie, mais si elle se confirmait, l'hypothèse d'une phase post-

²³ Pierre Rosanvallon, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006.

²⁴ Cf. Cf. Serge Audier, *Tocqueville retrouvé. Genèse et enjeux du renouveau tocquevillien français*, Paris, Vrin/EHESS, 2004, p. 134.

²⁵ Cf. Richard Ned Lebow, *The Tragic Vision of Politics. Ethics, Interests and Orders*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003 & Hamit Bozarslan, *Le luxe et la violence. Contestation et domination chez Ibn Khaldûn*, Paris, CNRS Editions, 2014.

politique ne serait pas synonyme du « pré-politique » ou d'une « société contre Etat »²⁶, mais de la disparition même du citoyen comme membre d'une communauté politique et acteur de son destin, au profit d'individus fatalistes et atones.

Ces questions nous éloignent sensiblement des débats sur la société, l'Etat, la démocratie radicale... qui secouent épisodiquement le microcosme de la pensée critique. Elles interdisent, en tout cas, de chercher la solution à la crise, réelle, de la cité démocratique dans la « déconnexion de la société » et dans la « dissolution de l'Etat », comme l'envisage un cercle contestataire comme le *Comité invisible*²⁷, ou dans la seule représentation directe des populations, de l'échelle d'un canton aux entités confédérées, telle que prône Abdullah Öcalan, leader du PKK (Parti ouvrier du Kurdistan) inspiré par l'œuvre du penseur américain Murray Bookchine²⁸. Comme l'a fort bien saisi Ibn Khaldûn, qui ne pouvait naturellement se poser la question de la démocratie dans son quatorzième siècle finissant, l'Etat (y compris dans l'autonomie qui le caractérise comme condition de son existence), la société et la civilisation se construisent et se déconstruisent au cours des mêmes processus. Il en va *a fortiori* de même avec la démocratie, la civilisation *et* l'Etat dont il serait illusoire, en ce début du 21^{ème} siècle du moins, de programmer la disparition.

La démocratie peut-elle être impuissante

Comme l'a fort bien vu Pierre Bourdieu, les sociétés démocratiques ne peuvent se passer de l'Etat, mais ne peuvent davantage l'accepter tel qu'il existe²⁹. Toute réflexion critique sur l'Etat et toute action citoyenne contre l'Etat doivent en effet envisager la construction d'une démocratie ouverte et conflictuelle, telle qu'elle était prônée par le jeune Marx :

« L'abîme qui s'est ouvert devant nous peut-il tromper les démocrates, peut-il nous faire croire que les luttes pour la forme de l'Etat soient vides, illusoires, nulles ? Seuls les faibles et les lâches peuvent poser cette question. On ne saurait écarter par le rêve les conflits qui proviennent des conditions mêmes de la société bourgeoise ; il faut les résoudre dans la lutte. La meilleure forme d'Etat est celle où ces contradictions se heurtent librement dans la lutte et y trouvent leur solution »³⁰.

Peut-on avoir une telle « république » sans la puissance qui est nécessaire à sa survie, mais aussi à sa transformation permanente ? La pensée critique est souvent épouvantée par la notion même de la puissance, qui dans l'histoire de la démocratie est effectivement allée de pair avec le colonialisme, l'impérialisme et la guerre. Il nous semble cependant aussi possible d'envisager un autre lien entre la démocratie et la puissance en partant, une fois de plus, de l'exemple des anti-démocraties. Les anti-démocraties du 20^{ème} siècle étaient en quête de puissance, mais la production de celle-ci exigeait la destruction de la densité institutionnelle de l'Etat appréhendée comme un obstacle à la fusion de la nation avec son chef, incarnant son

²⁶ Cf. Pierre Clastres, *La société contre l'Etat. Recherches d'anthropologie politique*, Paris, Minuit, 2011.

²⁷ Comité Invisible, *A nos amis*, Paris, La Fabrique Editions, 2014.

²⁸ Cf. Abdullah Öcalan, *Confédéralisme démocratique*, Londres, Transmedia Publishing Ltd, 2011.

²⁹ Pierre Bourdieu, *Sur l'Etat. Cours au Collège de France, 1989-1992*, Paris, Seuil, 2012.

³⁰ Karl Marx, « A la mémoire des combattants de juin », https://bataillesocialiste.files.wordpress.com/2010/07/marx_memoire48.pdf.

passé, son présent et son futur. Même si elles ne se fondent pas sur le principe de parti unique, n'encadrent pas chaque « cellule » sociale jusqu'à la famille et privilégient la paramilitarisation du pouvoir au détriment de la militarisation des sociétés, les anti-démocraties du 21^{ème} siècle sont également en quête de puissance, mais celle-ci entraîne la destruction de la légalité et de la rationalité de l'Etat telles, décrites par la sociologie et la philosophie politiques.

Force est de reconnaître que par ses mécanismes de contrôle et d'équilibre, l'Etat s'impose à la fois comme la concentration de puissance qu'il engendre par sa simple existence, et la seule entrave devant l'autonomisation disruptive de cette même puissance. La question dès lors n'est pas celle de savoir s'il faut supprimer l'Etat, mais comment intervenir sur lui et par lui, pour le transformer en une « république » dissensuelle, un espace d'exercice de la démocratie radicale, telle que l'envisageait Marx. Comme l'enseigne la philosophie politique, en effet, quelles que soient les critiques qu'on puisse lui adresser des millénaires après sa naissance dans plusieurs parties du monde simultanément, l'Etat demeure, de nos jours encore, la seule réponse contre « l'état de nature ». Celui-ci, faut-il le rappeler, ne constitue pas la préhistoire de la cité, mais bien une menace compromettant son existence dans son temps synchrone, y compris en contexte démocratique³¹. Ce n'est qu'en pariant sur l'Etat en tant qu'acquis qu'on peut envisager l'émancipation des sociétés démocratiques des hypothèques identitaires et sécuritaires pesant sur elles.

Genève, juin 2017

Information bibliographique

Bozarslan Hamit, *Violence, Société, Dé-civilisation. Essai sur les angles morts de la Cité*, Paris, CNRS éditions, 2019.

° *Histoire de la Turquie, De l'Empire à nos jours*, Editions Tallandier, 2015.

° *Une histoire de la violence au Moyen-Orient, De la fin de l'Empire ottoman à Al-Qaida*, éd. La Découverte, 2008.

Voir aussi, Bozarslan Hamit, « Il était une fois l'Orient », *Le Monde*, 12 mars 2019.

³¹ Cf. Giorgio Agamben, *La guerre civile. Pour une théorie politique de la Stasis*, Paris, le Seuil, 2015.